



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société VAL'ERGIE,
de régulariser sa situation administrative au regard de la réglementation applicable aux
produits et équipements à risques pour son installation située
sur le territoire de la commune de Ludres**

N° 2025-0176
AIOT : 0006200373

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement, notamment le chapitre VII du titre V de son livre V, relatif aux produits et équipements à risques, article L. 557-1 et suivants, et R. 557-1 et suivants ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 121-1 et L. 122-1 ;

Vu le Code de l'environnement, notamment la section 2 du chapitre Ier du titre VII de son livre Ier, relatif aux mesures et sanctions administratives, article L.171-6 et suivants ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 modifié relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simple ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement faisant suite à la visite du 14 mai 2025 sur le site de la société VAL'ERGIE à LUDRES (54710) ;

Vu le courrier du 15 juillet 2025 adressé en recommandé avec accusé de réception conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, par lequel l'inspection de l'environnement de la DREAL Grand Est notifie à la société VAL'ERGIE le rapport susvisé et l'informe de la possibilité de présenter ses observations conformément à l'article L. 171-6 du Code de l'environnement ;

Vu les observations sur ce projet d'arrêté présentées par la société VAL'ERGIE en date du 25 juillet 2025 ;

Considérant que la société VAL'ERGIE exploite sur le site implanté à LUDRES des appareils à pression visés par l'article L.557-1 du Code de l'environnement soumis aux dispositions de l'arrêté du 20 novembre 2017 modifié relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples ;

Considérant que lors de la visite du 14 mai 2025, les inspecteurs de l'environnement ont constaté que :

- la liste des équipements prévue au III de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 modifié susvisé ne mentionne pas le régime de surveillance des équipements sous pression exploités sur le site et contient des informations erronées ;
- la notice d'instruction, les plans et schémas de l'équipement réacteur U2A DEFAMETAL CHAMPIGN. n°2006-23 ne sont pas présents dans le dossier requis par le I de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 modifié susvisé ;
- l'état descriptif de la tuyauterie barillet GTA WILHELM ET CIE n°VH110 n'est pas présent dans le dossier requis par le I de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 modifié susvisé ;
- l'identification des accessoires de sécurité et les paramètres de réglage des équipements réacteur U2A DEFAMETAL CHAMPIGN. n°2006-23, faisceau échangeur condenseur circuit HP DELAUNAY – 76. LE HAVRE n°94 200 A, calandre condenseur circuit BP DELAUNAY – 76. LE HAVRE n°94 200 AA, tuyauterie barillet GTA WILHELM ET CIE n°VH110 ne sont pas présents dans le dossier requis par le I de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 modifié susvisé ;
- le programme de contrôle de la tuyauterie barillet GTA WILHELM ET CIE n°VH110 ne comporte pas de critère d'acceptabilité ;
- les équipements sous pression faisceau échangeur condenseur circuit HP DELAUNAY – 76. LE HAVRE n°94200 A, calandre condenseur circuit BP DELAUNAY – 76. LE HAVRE n°94200 AA, réservoir d'air comprimé WORTHINGTON 93 LE BOURGET n°700613, réservoir d'air comprimé PAUCHARD – 71.AUTUN n° 45 KO 38, réservoir d'air comprimé X-PAUCHARD – 71.AUTUN n°X 2793, réservoir d'air comprimé X-PAUCHARD – 71.AUTUN n°X 2790 sont en retard de requalification périodique ;

Considérant que les constats constituent des non-conformités aux articles 6, 15 de l'arrêté du 20 novembre 2017 modifié susvisé ;

Considérant que ces non-conformités constatées sont de nature à porter préjudice aux intérêts mentionnés à l'article L.557-1 du Code de l'environnement ;

Considérant en conséquence que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions du I de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société VAL'ERGIE de respecter les dispositions des articles 6, 15 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 modifié susvisé ;

Après échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

Article 1: Objet

La société VAL'ERGIE est mise en demeure, pour l'exploitation de ses équipements sous pression qu'elle exploite sur le site sis 226, rue Victor Grignard sur la commune de LUDRES, de respecter les prescriptions suivantes.

A l'échéance du **30 septembre 2025** :

- compléter les dossiers d'exploitations des équipements réacteur U2A DEFAMETAL CHAMPIGN. n°2006-23, faisceau échangeur condenseur circuit HP DELAUNAY – 76. LE HAVRE n°94 200 A, calandre condenseur circuit BP DELAUNAY – 76. LE HAVRE n°94 200 AA, tuyauterie barillet GTA WILHELM ET CIE n°VH110 afin de permettre l'identification des accessoires de sécurité des équipements et les paramètres de réglage conformément à l'article 6-I de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 modifié susvisé ;

- compléter le programme de contrôle de la tuyauterie barillet GTA WILHELM ET CIE n°VH110 afin de permettre une surveillance effective, selon des critères d'acceptabilité prédéterminés de l'ensemble des modes de dégradation réels et potentiels pouvant affecter l'équipement prévu au III de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 modifié susvisé ;

Article 2 : Transmission des justificatifs

La société VAL'ERGIE transmet, au Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les pièces justifiant, dans le délai prévu, de la réalisation des actions de régularisation décrites aux articles 1 du présent arrêté.

Article 3 : Sanctions administratives

En cas de non-exécution de la présente mise en demeure, il peut être fait application de sanctions administratives et pénales prévues aux articles L. 171-8 et L. 557-60 du Code de l'environnement.

Article 4 : Voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée auprès du Tribunal Administratif de Nancy – 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54036 Nancy Cedex. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant, ce délai commençant à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application numérique « télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 5 : Exécution et information

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société VAL'ERGIE

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de Ludres

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée de deux mois en application des dispositions de l'article R.171-1 du Code de l'environnement.

Nancy le **25 AOUT 2025**

Le Préfet,

Pour le préfet
et par délégation,
le secrétaire général
Frédéric CLOWEZ